

DEBAT SUR L'ECOLE

THEME n°17 : Comment améliorer la qualité de vie des élèves à l'école ?

Séance du mercredi 3 décembre 2003 , au lycée André-Maurois de Deauville, présidée par M. Sébastien Delanoë, ancien élève membre du CVL.

25 personnes présentes

I) Sur la question des bâtiments :

En fonction de l'expérience locale, il est souligné d'entrée l'importance d'un lieu de vie convivial et fonctionnel, en lycée comme en collège. En revanche, on remarque que les espaces à l'intérieur de la cité scolaire sont de plus en plus cloisonnés, empêchant un contact pourtant nécessaire entre les différentes catégories de personnes travaillant dans l'établissement (professeurs, élèves, ATOS).

Quand de nouvelles constructions sont mises en œuvre, il apparaît d'autre part que les conditions de sécurité sont si draconiennes qu'il reste très peu de latitude pour le choix des différentes options destinées à améliorer le quotidien. A l'inverse, certaines normes sont insuffisantes : un couloir large de 2,35 mètres ne permet pas à deux groupes importants de se croiser dans de bonnes conditions.

II) Sur la question des rythmes scolaires :

Le débat devient bien sûr passionné; un regret s'impose d'emblée : élèves et professeurs souhaitent vivement un temps et un lieu qui permettent à l'enseignant de dialoguer avec tel ou tel élève qui le souhaite. L'heure de vie, du fait de son caractère collectif, ne permet pas de remplir cette fonction.

Quant aux rythmes proprement dits, chacun s'accorde à contester la durée des vacances; tout le monde souhaite un minimum de 15 jours pour les petites vacances, quitte à raccourcir le durée du congé d'été. Il ne semble pas normal que le principal objectif des décideurs en la matière consiste à satisfaire les professionnels du tourisme.

La question a aussi été posée du contenu parfois démentiel de la journée d'un collégien ou d'un lycéen, rallongée par le travail à effectuer à la maison. La multiplication des jours de présence dans l'établissement n'est pas une bonne solution. Certains ont contesté la nécessité d'un si grand nombre de disciplines étudiées. La solution consisterait plutôt à réaménager le contenu des disciplines existantes, en tout état de cause, à ne pas diminuer les heures en gardant le même programme, mais à pratiquer l'opération inverse.

Dans un autre domaine, il a aussi été proposé de garder les établissements ouverts pendant les vacances pour éviter à certains enfants d'être à la rue pendant que leurs parents travaillent, mais après réflexion, cela pose trop de problèmes de responsabilité, de disponibilité et de budgétisation.

Enfin, un représentant des parents d'élèves a constaté avec regret le non-remplacement de professeurs absents, ajoutant que le problème serait à moitié réglé si les stages de formation avaient lieu le week-end ou pendant les vacances, ce qui lui semblait normal pour des personnels dont l'activité était loin d'être intense. Les dits personnels ont regretté cette appréciation, et se sont plaints qu'elle reflétait le manque de considération dont ils pâtissaient dans l'opinion publique. A ce titre, il serait judicieux de prendre des mesures pour revaloriser l'image d'une profession dont on ne prend pas toujours conscience des contraintes et de l'investissement. Mais ils sont convenus qu'il était anormal qu'ils soient remplacés avec tant de difficulté quand ils sont absents pour des motifs légitimes.

III) Sur la question de la cantine :

On regrette en général que les normes d'hygiène et de sécurité soient devenues si excessives et rebutantes que le recours aux conserves et aux surgelés l'emporte quasi systématiquement sur le choix d'aliments frais.

D'autre part, les conditions d'accueil, en particulier l'attente pour se restaurer et le temps qui reste pour ce faire, ne sont pas optimales.

Certains réclament enfin l'obligation d'une vérification des menus par un diététicien agréé et la mise en place pour les élèves d'un programme d'éducation à l'équilibre des différents constituants des trois repas quotidiens.

IV) Sur l'hygiène et la sécurité :

Les élèves réclament un entretien plus fréquent des toilettes, et la fourniture régulière du matériel qu'on y trouve. Pour ces lieux, comment justifier que dans les magasins et les entreprises privées, on considère comme nécessaire l'activité d'un agent d'entretien toutes les heures, alors qu'ils ne sont nettoyés qu'une fois par jour dans les établissements scolaires?

La question de l'usage du tabac a été abordée : le renforcement incessant des interdictions paraît contestable. Il serait préférable de s'en tenir à une autorisation rigoureusement limitée à un lieu précis. Enfin, certaines voix se sont élevées contre la pérennisation des aménagements effectués dans le cadre de Vigipirate, qui à long terme se révèlent plus dangereux que la situation initiale.

V) Sur l'engagement des élèves :

Les élèves souhaitent que les professeurs collaborent efficacement à la mise en place de leur participation effective aux différentes instances qui leur sont destinées, et qui fonctionnent à la satisfaction générale.

VI) Sur la question de la santé :

Il a été regretté l'absence d'une médecine du travail spécifique aux enseignants, pourtant régulièrement exposés à divers types de contaminations. Pour les élèves, certains souhaitent une campagne systématique de vaccination anti-grippe, à l'instar de ce qui se fait dans les pays scandinaves. De même, il serait judicieux d'organiser des bilans de santé plus fréquents que la norme actuelle (grande section de maternelle et classe de troisième). Enfin a été soulignée la nécessité absolue de la présence d'une infirmière à temps complet dans chaque établissement. Les moyens actuels dans ce domaine, pourtant largement insuffisants, semblent encore aller dans le sens d'une réduction.